

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage , Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776**

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet TRAITEMENT DES SIGNAUX RADAR ET ESS		
Solicitation No. - N° de l'invitation W7714-125424/A	Date 2012-02-28	
Client Reference No. - N° de référence du client W7714-125424		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$\$V-054-23791		
File No. - N° de dossier 054sv.W7714-125424	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-04-05		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Brault, Laurie		Buyer Id - Id de l'acheteur 054sv
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1378 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 997-2229	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE BLDG 29 RECEIVING 3701 CARLING AVE OTTAWA Ontario K1A0Z4 Canada		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Science Procurement Directorate/Direction de l'acquisition
de travaux scientifiques
11C1, Phase III
Place du Portage
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Gatineau, Québec K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu
4. Dépenses annuelles estimatives

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements - en période de soumission
4. Lois applicables
5. Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions
 - Section I : Soumission technique
 - Section II : Soumission financière
 - Section III : Attestations

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Capacité financière
3. Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Durée du contrat
5. Responsables

6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation - réclamation de paiement
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Contrat de défense
12. Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
13. Exigences en matière d'assurances
14. Règlements concernant les emplacements du gouvernement

Liste des pièces jointes

Pièce jointe 1 Fiche de présentation de la soumission financière

Pièce jointe 2 Critères techniques obligatoires et cotés

Pièce jointe 3 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Liste des annexes

Annexe A Besoin

Annexe B Base de paiement

Annexe C Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Annexe D Exigences en matière d'assurance

Annexe E Entente de non-divulgence

Annexe F Formulaire d'autorisation de tâches du ministère de la Défense nationale (MDN 626)

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande de soumissions compte sept parties ainsi que des pièces jointes et des annexes, elle est divisée comme suit:

Partie 1	Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires: renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions: donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations : comprend les attestations à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences: comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
Partie 7	Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement, la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, les exigences en matière d'assurance, l'entente de non-divulgence, et le formulaire d'autorisation de tâches du ministère de la Défense nationale (MDN 626)

2. Sommaire

TRAITEMENT DES SIGNAUX RADAR ET ESSAIS RADAR

Des services de soutien technique sont requis sur demande pour aider Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC) lors d'essais radar, ce qui comprend la conception, le développement et la caractérisation de plusieurs prototypes de systèmes radar et bancs d'essai connexes.

Les travaux doivent être exécutés conformément au présent énoncé des besoins, tels qu'ils sont décrits dans chaque autorisation de tâches. La majorité des travaux devraient être de l'ordre de la recherche et du développement et consisteront notamment à développer et à analyser des logiciels. De plus, des services de gestion de réseaux et de systèmes informatiques pourraient être requis.

L'objectif du présent énoncé des besoins est d'aider RDDC Ottawa à développer et à entretenir le matériel radar ainsi qu'à produire et à traiter des données radar simulées ou réelles.

Le Canada a l'intention d'attribuer un (1) contrat « sur demande » pour répondre à ce besoin. Le contrat sera d'une durée de trois (3) ans à compter de sa date d'attribution, et il sera assorti d'une option irrévocable en vue de le prolonger de deux (2) périodes d'un (1) an chacune, selon les mêmes conditions.

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

Ce besoin est limité aux produits et(ou) services canadiens.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

4. Dépenses annuelles estimatives

À des fins budgétaires, les fonds offerts pour la période du contrat et chaque période d'option sont estimés à :

Période du contrat – année 1

240 000\$ (TPS/TVH en sus)

Période du contrat – année 2

240 000\$ (TPS/TVH en sus)

Période du contrat – année 3

240 000\$ (TPS/TVH en sus)

Période d'option 1 – année 4

77 500\$ (TPS/TVH en sus)

Période d'option 2 – année 5

77 500\$ (TPS/TVH en sus)

Le fait de divulguer ces montants estimatifs n'engage aucunement le Canada à payer ces sommes.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2011-05-16), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : cent vingt (120) jours

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

5. Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

Recherche et développement pour la défense Canada a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada.

- l'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est d'accroître certains acquis actuels du gouvernement avant de transférer cet ensemble plus vaste d'acquis au secteur privé (non nécessairement à l'entrepreneur initial), par octroi de licence ou par cession de la propriété, à des fins d'exploitation commerciale;
- l'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est la livraison d'un composant ou d'un sous-système qui sera intégré ultérieurement dans un système complet, comme condition préalable au transfert prévu du système complet au secteur privé, par voie de licence ou de cession, aux fins d'une exploitation commerciale.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes (reliées séparément), comme suit :

Section I : Soumission technique 5 copies papier

Section II : Soumission financière 2 copies papier

Section III : Attestations 1 copie papier

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser du papier comprenant 30 % de fibres recyclées;
- c) imprimer recto verso (duplex);
- d) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions; et
- e) soumettre des soumissions attachées au moyen de la méthode Cerlox, d'agrafes, etc., mais non dans des reliures.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière

1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière comme suit :

- (a) Un tarif horaire ferme tout compris pour chaque catégorie de personnel énumérée à la pièce jointe 1, Fiche de présentation de la soumission financière pour chaque année de la période du contrat et, pour chaque période d'option.

Le montant total de la taxe sur les produits et services et de la taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

Aucun frais de déplacement et de subsistance ne sera payé pour les services rendus dans la région de la capitale nationale (RCN), ni pour tout déplacement entre le lieu d'affaires de l'entrepreneur et la RCN. Tous ces coûts sont à inclure dans les taux de rémunération fermes tout compris indiqués ci-dessus.

Les renseignements devraient être fournis conformément à la fiche de présentation de la soumission financière dans la pièce jointe 1.

- (b) Les prix doivent être en dollars canadiens, les droits de douane et les taxes d'accise canadiens compris, et la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) exclue.

Section III : Attestations

Les fournisseurs doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

Sauf indication contraire, l'expérience indiquée dans la soumission doit être celle du soumissionnaire lui-même (ce qui comprend l'expérience de toutes les entreprises qui ont constitué le soumissionnaire par fusion mais ne comprend pas l'expérience acquise par l'achat de biens ou par la cession d'un contrat). L'expérience des entreprises affiliées (c.-à-d. société mère, filiales ou sociétés sœurs), des sous-traitants ou des fournisseurs du soumissionnaire ne sera pas prise en considération.

1.1.1 Critères techniques obligatoires et cotés

Voir la pièce jointe 2 Critères techniques obligatoires et cotés.

1.2 Évaluation du prix

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

2. Méthode de sélection

2.1 Méthode de sélection - le prix évalué par point le plus bas

Pour être déclarée recevable, une soumission doit :

- (a) respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
- (b) satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires;
- (c) obtenir le nombre minimum de points requis pour chaque groupe de critères avec une note de passage; et
- (d) obtenir le nombre minimum de points requis pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques qui sont cotés.

Les soumissions ne répondant pas aux exigences de (a) ou (b) ou (c) ou (d) seront déclarées non recevables. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix le plus bas ne sera pas nécessairement acceptée. La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas par point sera recommandée pour attribution d'un contrat. Le prix évalué par point sera déterminé en divisant le

Solicitation No. - N° de l'invitation

W7714-125424/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

054svW7714-125424

Buyer ID - Id de l'acheteur

054sv

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W7714-125424

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

prix évalué de la soumission par la note globale qu'elle a obtenue pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés

Si deux soumissions recevables ou plus obtiennent le même prix évalué le plus bas par point, la soumission recevable ayant le prix évalué

Aux fins de l'évaluation seulement, le prix de la soumission sera déterminé comme suit :

$$\frac{\text{Prix évalué total de la soumission}}{\text{Total des points obtenus}} = \text{Prix par point}$$

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations reproduites à la pièce jointe 3. Attestations préalables à l'attribution du contrat, devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

1. Exigences relatives à la sécurité

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiquée à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
 - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiquée à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
 - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.
2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

2. Capacité financière

Clause du guide des CUA A9033T (2011-05-16), Capacité financière

3. Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe D.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

1. Besoin

L'entrepreneur doit fournir des services de soutien en recherche et développement (R-D) au besoin décrit à l'annexe A et à sa soumission technique intitulée _____, en date du _____, au fur et à mesure que le demandera le Canada pendant la période du contrat.

L'obligation relative à tous travaux entrera en vigueur seulement lorsqu'une autorisation de tâche (AT) a été approuvée et délivrée conformément à la clause intitulée "Processus d'autorisation des tâches".

1.1 Autorisation de tâches

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches (AT). Les travaux décrits dans l'AT doivent être conformes à la portée du contrat.

1.1.1 Autorisation de tâches - ministère de la Défense nationale

Le processus d'autorisation des tâches sera administré par RDDC Ottawa, Services intégrés/services d'approvisionnement. Ce processus comprend la surveillance, le contrôle et le rapport des dépenses dans le cadre du contrat avec des autorisations de tâches à l'intention de l'autorité contractante.

1.1.2 Processus d'autorisation des tâches :

1. Le responsable des achats fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du Formulaire d'autorisation des tâches MDN 626 à l'annexe F.
2. L'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'AT comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.
3. Dans les cinq (5) jours civils suivant la réception de l'AT, l'entrepreneur doit fournir au responsable des achats le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.
4. Le responsable des achats examinera les renseignements fournis par l'entrepreneur avec le responsable technique et, si les travaux sont approuvés, autorisera l'entrepreneur à procéder à ceux-ci en envoyant une MDN 626 signée à l'entrepreneur tout en envoyant une copie à l'autorité contractante. Chaque tâche qui dépasse le pouvoir d'approbation du MDN devra être autorisée par l'autorité contractante conformément à la clause 1.1.3, Limite d'autorisation de tâches.
5. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par responsable des achats. L'entrepreneur reconnaît que avant la réception d'une AT le travail effectué sera à ses propres risques.

1.1.3 Limite d'autorisation de tâches

Le responsable des achats peut autoriser les autorisations de tâches individuelles jusqu'à une limite de 169 500\$ taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse, y compris toutes révisions.

Une autorisation de tâches qui dépasserait cette limite doit être autoriser par le responsable des achats avant d'être émise.

1.1.4 Rapports d'utilisation périodiques - Contrats avec autorisation de tâches

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT »

Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante.

Voici la répartition des trimestres :

premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les dix (10) jours civils suivant la fin de la période de référence.

Exigence en matière de rapport - Explications

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de toutes les tâches approuvées pour chaque contrat avec une autorisation de tâches (AT). Le dossier peut comprendre:

Pour chaque AT autorisée:

- (i) le numéro de la tâche autorisée ou le numéro de révision de la tâche;
- (ii) le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- (iii) le coût estimatif total précisé dans l'AT autorisée de chaque tâche, TPS ou TVH en sus;
- (iv) le montant total, TPS ou TVH en sus, dépensé jusqu'à maintenant pour chaque AT autorisée;
- (v) dates de début et de fin de chaque AT autorisée;
- (vi) l'état actuel de chaque AT autorisée, (s'il y a lieu).

Pour toutes les AT autorisées:

- (i) le montant (TPS ou TVH en sus) précisé dans le contrat de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées;
- (ii) le montant total, TPS ou TVH en sus, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

2.1 Conditions générales

2040 (2011-05-16), Conditions générales - recherche et développement, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

2.2 Conditions générales supplémentaires

Les conditions générales supplémentaires suivantes s'appliquent au contrat et en font partie intégrante :

4001 (2010-08-16), Achat, location et maintenance de matériel

4002 (2010-08-16), Services d'élaboration ou de modification de logiciels

2.3 Clauses du guide des CUA

K3410C (2008-12-12), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux

2.4 Entente de non-divulgaration

L'entrepreneur doit obtenir de son ou ses employé(s) ou sous-traitant(s) l'entente de non-divulgaration, incluse à l'annexe E, remplie et signée et l'envoyer au l'autorité contractante avant de leur donner accès aux renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux.

3. Exigences relatives à la sécurité

Catégorie de main-d'œuvre	Attestation de sécurité minimale
Technologue principal en génie	Fiabilité
Ingénieur en logiciel	Secret

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau **SECRET**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **CLASSIFIÉS**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **FIABILITÉ** ou **SECRET**, tel que requis, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.

-
3. L'entrepreneur **NE DOIT PAS** emporter de renseignements **CLASSIFIÉS** hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il l'a respecte.
 4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE** doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
 5. L'entrepreneur doit respecter les dispositions:
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - b) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 31 mars 2015 inclusivement.

4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune, selon les mêmes conditions. Il est entendu avec l'entrepreneur que pendant la durée prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Laurie D Brault
Agente d'approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction de l'approvisionnement en travaux scientifiques
Place du Portage, Phase III, 11C1
11, rue Laurier
Gatineau (Québec)
K1A 0S5

Téléphone : 819 - 956-1378

Télécopieur : 819 - 997-2229
Courriel: laurie.brault@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone: _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

(Information à insérer au moment de l'attribution du contrat)

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur

Le représentant de l'entrepreneur pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone: _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

(Information à insérer au moment de l'attribution du contrat)

5.4 Responsable des achats

Le responsable des achats pour le contrat est :

Nom : _____
Organisation : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

(Information à insérer au moment de l'attribution du contrat)

Le responsable des achats représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en oeuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le contrat avec le responsable des achats; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'énoncé des travaux. Des changements à l'énoncé des travaux peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6. Paiement

6.1 Base de paiement

L'un des types de base de paiement suivants fera partie de l'autorisation de tâche (AT) approuvée. Le prix de la tâche sera établi conformément à la base de paiement à l'annexe B.

(a) AT à Prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de l'autorisation de tâches (AT) approuvée, l'entrepreneur sera payé un prix de lot ferme de conformément à la Base de paiement, comme précisé dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

(b) AT à prix plafond

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, plus un profit, établis conformément à la base de paiement de l'annexe B, jusqu'au prix plafond précisé dans l'AT. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le prix plafond est assujéti à un rajustement à la baisse afin de ne pas dépasser les coûts réels engagés raisonnablement dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

(c) AT assujettie à une limitation des dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a engagés raisonnablement et convenablement dans l'exécution des travaux décrits dans l'autorisation de tâches (AT) approuvée, comme ils ont été

déterminés conformément à la base de paiement qui figure dans l'annexe B, jusqu'à la limite des dépenses indiquée dans l'AT approuvée.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'AT approuvée ne doit pas dépasser la limitation des dépenses indiquée dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux précisés dans toute AT approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.2 Garantie des travaux minimums -Tous les travaux - d'autorisations de tâches

1. Dans cette clause,

« valeur maximale du contrat » signifie le montant indiqué à la clause « Limite des dépenses » énoncée dans le contrat;

« valeur minimale du contrat » signifie 10 p. cent.

2. L'obligation du Canada en vertu du contrat consiste à demander des travaux jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat ou, au choix du Canada, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe 3. En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.
3. Si le Canada ne demande pas de travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat pendant la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés.
4. Si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie pour inexécution, le Canada n'assumera aucune obligation envers l'entrepreneur en vertu de cette clause.

6.2.1 Limite des dépenses - Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions, ne doit pas dépasser la somme de _____ \$. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c) dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches, y compris toutes révisions,

selon la première de ces conditions à se présenter.

4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.3 Modalités de paiement

- 6.3.1** Les paiements seront versés à raison d'une fois par mois au plus.

- 6.3.2** Selon les modalités de paiement précisées dans l'autorisation de tâche (AT), une des clauses suivantes s'appliquera.

6.3.2.1 Paiement unique (Pour une AT à prix ferme)

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement de l'AT et du contrat si :

- (a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- (b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- (c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

6.3.2.2 Paiements d'étape (Pour une AT à prix ferme)

Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans l'AT et les dispositions de paiement du contrat si :

- (a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- (b) tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.

6.3.2.3 Paiements progressifs (Pour une AT assujettie à une limitation de dépenses ou à un prix plafond)

- (a) Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement de l'autorisation de tâche et du contrat pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence de 90 p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :

-
- (i) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
 - (ii) le montant réclamé est conforme à la base de paiement et à l'autorisation de tâche;
 - (iii) la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas 90 p. 100 de la totalité du montant à verser en vertu de l'autorisation de tâche.
- (b) Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement de l'autorisation de tâche et du contrat lorsque tous les travaux exigés selon l'autorisation de tâche auront été complétés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et une facture finale pour le paiement est présentée.
 - (c) Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et apporter lorsqu'il y a lieu des correctifs pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

6.4 Clauses du guide des CCUA

A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

C0305C (2008-05-12), État des coûts

6.5 Vérification du temps

Clause du guide des CCUA C0711C (2008-05-12), Contrôle du temps

7. Instructions relatives à la facturation - réclamation de paiement

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire PWGSC-TPGSC 1111 <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

Chaque demande doit présenter :

- (a) toute l'information exigée sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111;
 - (b) toute information pertinente détaillée à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales;
 - (c) le numéro de l'autorisation de tâche (AT);
 - (d) la description de l'étape facturée, s'il y a lieu..
2. Pour les AT assujetties à une limitation des dépenses ou à un prix plafond, chaque réclamation doit être appuyée par :
 - (a) une liste de toutes les dépenses, conformément à l'AT;
 - (b) une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
 - (c) une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;
 - (d) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance;

(e) une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.

3. La taxe sur les produits et les services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), selon le cas, doit être calculée pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de TPS/TVH à payer car celle-ci a été réclamée et est payable sous les demandes de paiement progressif précédentes.
4. L'entrepreneur doit préparer et certifier une demande originale sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 et l'envoyer à l'autorité contractante pour certification, en format électronique, à l'adresse de courrier électronique indiquée sous l'en-tête « Responsables » du contrat. Le format Adobe Reader (.pdf) est acceptable. L'autorité contractante enverra alors la demande certifiée, en format électronique, au responsable technique pour certification appropriée après l'inspection et l'acceptation des travaux et pour la transmission au bureau de paiement pour la dernière certification et le paiement.
5. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que tous les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

8. Attestations

- 8.1 Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

8.2 Clauses du guide des CUA

A3060C (2008-05-12), Attestation du contenu canadien

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (sera précisé à l'attribution du contrat) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) l'Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- c) les conditions générales supplémentaires 4001 (2010-08-16) Achat, location et maintenance de matériel;
- d) les conditions générales supplémentaires 4002 (2010-08-16) Services d'élaboration ou de modification de logiciels;
- e) les conditions générales 2040 (2011-05-16) Conditions générales - recherche et développement
- f) l'Annexe A, Besoin;
- g) l'Annexe B, Base de paiement;

- h) l'Annexe D, Exigences en matière d'assurance;
- i) l'Annexe E, Entente de non-divulgateion;
- j) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- k) l'Annexe F, Formulaire d'autorisation de tâches du ministère de la Défense nationale (MDN 626);
- l) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

11. Contrat de défense

Clause du guide des CUA A9006C (2008-05-12), Contrat de défense

12. Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clause du guide des CUA A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

13. Exigences en matière d'assurances

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurances prévues à l'annexe D. L'Entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurances ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

14. Règlements concernant les emplacements du gouvernement

L'entrepreneur doit se conformer à tous les règlements, instructions et directives en vigueur à l'emplacement où les travaux sont exécutés.

PIÈCE JOINTE 1

FICHE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE

1. **MAIN-D'ŒUVRE** : des taux horaires fermes tout compris, incluant les frais généraux et la marge bénéficiaire, TPS/TVH en sus, FAB destination pour les biens, conformément à ce qui suit :

Le niveau d'effort prévu précisé dans la colonne « Estimation du niveau d'effort annuel (heures) » ne constitue qu'une estimation des besoins exprimés de bonne foi. Il est précisé à des fins d'évaluation financière seulement et ne représente pas un engagement de la part du Canada.

Taux horaires fermes tout compris											
	Période du contrat						Périodes d'options				
	Année 1		Année 2		Année 3						
Catégorie de main-d'œuvre	De l'attribution du contrat au 31 mars 2013	Est. du niveau d'effort annuel (Heures)	1 avril, 2013 au 31 mars 2014	Est. du niveau d'effort annuel (Heures)	1 avril, 2014 au 31 mars 2015	Est. du niveau d'effort annuel (Heures)	Période d'option 1 1 avril, 2015 au 31 mars 2016	Est. du niveau d'effort annuel (Heures)	Période d'option 2 1 avril, 2016 au 31 mars 2017	Est. du niveau d'effort annuel (Heures)	Total par caté gorie
Technologue principal en génie (TPG)	\$	900	\$	900	\$	900	\$	300	\$	300	\$
Ingénieur en logiciel	\$	1,800	\$	1,800	\$	1,800	\$	600	\$	600	\$

REMARQUE : Le total de 1800 heures pour les ingénieurs en logiciels est réparti de façon égale, soit 900 heures par ressources pour les années 1 à 3. Le total de 600 heures pour les ingénieurs en logiciels est réparti de façon égale, soit 300 heures par ressource pour les années d'option 1 et 2.

Prix total de la soumission : _____ \$
(TPS/TVH en sus)

Le prix total de la soumission ne sera utilisé qu'à des fins d'évaluation.

PIÈCE JOINTE 2

CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES ET COTÉS

1. Critères techniques obligatoires

À la date et à l'heure de clôture de la demande de soumissions, le soumissionnaire doit respecter les exigences obligatoires ci-après et fournir les documents nécessaires pour démontrer qu'il se conforme à ces exigences. Toute soumission qui ne respecte pas l'une ou l'autre des exigences obligatoires suivantes sera déclarée non recevable. Chacune des exigences devrait être traitée séparément.

O1	RESSOURCES NÉCESSAIRES <p>Le soumissionnaire doit proposer le nombre de personnes requises dans les catégories suivantes en indiquant leur nom:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. deux personnes dans la catégorie d'ingénieur en logiciel (IL); 2. une personne dans la catégorie de technologue principal en génie (TPG). <p>Le soumissionnaire doit indiquer la catégorie à laquelle chaque personne proposée appartient et présenter le curriculum vitae de chacune d'elles.</p> <p>Il ne peut pas proposer la même personne dans plus d'une catégorie.</p>
O2	NIVEAU D'ÉTUDES DES RESSOURCES
O2.1	INGÉNIEUR EN LOGICIEL (IL) <p>Chaque ingénieur en logiciel proposé doit démontrer qu'il possède ce qui suit:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. un diplôme ou un certificat d'études postsecondaires d'un collège ou d'une université canadienne* reconnue, ou l'équivalent s'il a été obtenu à l'étranger, dans au moins une des disciplines suivantes: le génie, les mathématiques ou la physique. <p>*Dans l'éventualité où le diplôme ou le certificat d'études postsecondaires aurait été obtenu à l'étranger, le gouvernement du Canada se réserve le droit de demander un document d'équivalence délivré par une organisation d'évaluation des titres de compétences reconnue indiquant le niveau scolaire atteint.</p>
O2.2	TECHNOLOGUE PRINCIPAL EN GÉNIE (TPG) <p>Le technologue principal en génie proposé doit démontrer qu'il possède ce qui suit:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. un diplôme ou un certificat d'études postsecondaires d'un collège ou d'une université canadienne* reconnue, ou l'équivalent s'il a été obtenu à l'étranger, dans au moins une des disciplines suivantes: la technologie du génie électrique ou le génie électrique. <p>*Dans l'éventualité où le diplôme ou le certificat d'études postsecondaires aurait été obtenu à l'étranger, le gouvernement du Canada se réserve le droit de demander un</p>

document d'équivalence délivré par une organisation d'évaluation des titres de compétences reconnue indiquant le niveau scolaire atteint.

2. Critères techniques cotés

1. Le tableau ci-dessous a été dressé pour faciliter la compréhension de l'évaluation de la soumission technique.

Description	Nombre minimal de points requis	Nombre maximal de points
C1. Expérience des ingénieurs en logiciel	80	300
C2. Expérience des technologue principal en génie	24	111
C3. Expérience de projet du soumissionnaire - Applications de gestions des ressources radar	---	42
C4. Expérience de projet du soumissionnaire- Applications de traitement des signaux radar	---	36
Total	104	489

C.1	EXPÉRIENCE DES INGÉNIEUR EN LOGICIEL Maximun de points disponible par personne : 150 points Minimum de points requis par personne : 40 points	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS PAR RESSOURCE	MINIMAL DE POINTS REQUIS PAR RESSOURC E
C.1.1	Élaboration de logiciels pour les applications de traitement des signaux radar Le soumissionnaire devrait démontrer l'expérience que possède chaque l'ingénieur en logiciel proposé dans la conception de logiciels pour les applications de traitement des signaux radar liés à un ou à plusieurs des éléments suivants: <ul style="list-style-type: none"> a) le traitement adaptatif espace-temps (STAP); b) l'indication de cible terrestre mobile (ICTM); c) le traitement du taux de fausse alarme constant (TFAC); d) le radar à synthèse d'ouverture (RSO) et la compression d'impulsion; e) le radar bistatique; f) la détection et la localisation. Dixpoints seront attribués à chaque année d'expérience démontrée, jusqu'à concurrence de 50points par ressource	50	10

	<p>proposée. Chaque ressource proposée doit obtenir un minimum de 10points.</p> <p>Toute l'expérience doit avoir été acquise au cours des 10années précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.</p>		
C.1.2	<p>Programmation enC, C++ et Fortran</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer l'expérience que possède chaque l'ingénieur en logiciel proposé dans la programmation liée à un ou à plusieurs des langages suivants:</p> <p>a) C; b) C++; ou c) Fortran.</p> <p>Dixpoints seront attribués à chaque année d'expérience démontrée, jusqu'à concurrence de 20points par ressource proposée. Chaque ressource proposée doit obtenir un minimum de 10points.</p> <p>Toute l'expérience doit avoir été acquise au cours des 10années précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.</p>	20	10
C.1.3	<p>Élaboration de logiciels au moyen de MATLAB ou de SIMULINK</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer l'expérience que possède chaque l'ingénieur en logiciel proposé dans l'élaboration de logiciels au moyen d'un des outils suivants ou des deux:</p> <p>a) MATLAB; b) SIMULINK.</p> <p>Dix points seront attribués à chaque année d'expérience démontrée, jusqu'à concurrence de 20 points par ressource proposée. Chaque ressource proposée doit obtenir un minimum de 10 points.</p> <p>Toute l'expérience doit avoir été acquise au cours des 10 années précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.</p>	20	10
C.1.4	<p>-216Systèmes d'exploitation</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer l'expérience que possède chaque l'ingénieur en logiciel proposé dans</p>		

	<p>l'utilisation d'un ou de plusieurs des systèmes d'exploitation suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • UNIX: • Berkelev Software Distribution (BSD): • Solaris: • Linux. • <p>Dix points seront attribués à chaque année d'expérience démontrée, jusqu'à concurrence de 20 points par ressource proposée. Chaque ressource proposée doit obtenir un minimum de 10 points.</p> <p>Toute l'expérience doit avoir été acquise au cours des 10 années précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.</p>	20	10
C.1.5	<p>Élaboration de logiciels: Laboratoire de recherche - traitement adaptatif espace-temps (RLSTAP) OU KHOROS (maximum de 40points par ressource)</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer l'expérience que possède chaque IL proposé dans l'élaboration de logiciels au moyen d'un des environnements suivants ou des deux:</p> <p>a) RLSTAP; b) KHOROS.</p> <p>Dix points seront attribués à chaque année d'expérience démontrée, jusqu'à concurrence de 40 points par ressource proposée.</p> <p>Toute l'expérience doit avoir été acquise au cours des 10années précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.</p>	40	0

C.2	<p><u>EXPÉRIENCE DU TECHNOLOGUE PRINCIPAL EN GÉNIE</u></p> <p>Nombre maximal de points: 111points Nombre minimal de points requis: 24points</p>	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	NOMBRE MINIMAL POINTS REQUIS
C.2.1	<p>Conception de récepteurs à fréquence radioélectrique</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer que le technologue principal en génie proposé possède de l'expérience dans la conception de récepteurs à fréquence radioélectrique au moyen d'un outil d'analyse des cascades de radiofréquences (RF).</p>		

	<p>Deuxpoints seront attribués pour l'expérience démontrée par projet de conception*, jusqu'à concurrence de quatrepoints.</p> <p>*La conception d'un récepteur à fréquence radioélectrique pour les besoins des communications, de la guerre électronique ou d'un système radar est un projet acceptable.</p> <p>Toute l'expérience doit avoir été acquise au cours des 10années précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.</p>	4	0
C.2.2	<p>Conception de systèmes d'acquisition de données pour des applications radar</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer l'expérience que possède le technologue principal en génie proposé dans la conception ou la description de systèmes d'acquisition et d'enregistrement de données synchrones pour des applications radar.</p> <p>Deuxpoints seront attribués à chaque année d'expérience démontrée, jusqu'à concurrence de 10points.</p> <p>Toute l'expérience doit avoir été acquise au cours des 10années précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.</p>	10	0
C.2.3	<p>Essais en laboratoire</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer l'expérience que possède le technologue principal en génie proposé dans la mesure et la caractérisation des composants RF et hyperfréquence ainsi que des systèmes de signaux mixtes, ce qui englobe l'utilisation de différents appareils, comme un analyseur de réseau vectoriel (ARV), un analyseur de spectre (AS), un oscilloscope numérique à grande vitesse, un synthétiseur de fréquence, un générateur de signaux vectoriels et un mesureur de puissance.</p> <p>Deuxpoints seront attribués à chaque année d'expérience démontrée, jusqu'à concurrence de 20points.</p> <p>Toute l'expérience doit avoir été acquise au cours des 10années précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.</p>	20	10
C.2.4	<p>Conversion analogique-numérique</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer l'expérience combinée que possède le technologue principal en génie proposé dans la mise à l'essai, la caractérisation et la description des</p>		

	<p>convertisseurs analogiques-numériques (CAN) à grande vitesse.</p> <p>Deuxpoints seront attribués à chaque année d'expérience démontrée, jusqu'à concurrence de 10points.</p> <p>Toute l'expérience doit avoir été acquise au cours des 10années précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.</p>	10	0
C.2.5	<p>Générateur de formes d'ondes arbitraires (GFOA)</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer l'expérience combinée que possède le technologue principal en génie proposé dans la mise à l'essai, la caractérisation et la description des GFOA ou des CAN.</p> <p>Unpoint sera attribué à chaque année d'expérience démontrée, jusqu'à concurrence de 5points.</p> <p>Toute l'expérience doit avoir été acquise au cours des 10années précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.</p>	5	0
C.2.6	<p>Mise à l'essai et maintenance</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer l'expérience combinée que possède le technologue principal en génie proposé dans la mise à l'essai et la maintenance de triodes ou tétrodes (dispositifs à tube vide) à haute fréquence (HF) ou vecteur à haute fréquence (VHF) de forte puissance.</p> <p>Un point sera attribué à chaque année d'expérience démontrée, jusqu'à concurrence de 4points.</p> <p>Toute l'expérience doit avoir été acquise au cours des 15années précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.</p>	4	0
C.2.7	<p>Conception de svstèmes</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer l'expérience que possède le technologue principal en génie proposé dans la conception de systèmes de radiodétection, de guerre électronique et de communications à haut rendement.</p> <p>Deuxpoints seront attribués à chaque année d'expérience démontrée. iusau'à concurrence de 20 points.</p> <p>Toute l'expérience doit avoir été acquise au cours des 10années précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.</p>	20	0

C.2.8	<p>Conception de radars HF</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer l'expérience combinée que possède le technologue principal en génie proposé dans la conception et le développement de radars HF.</p> <p>Un point sera attribué à chaque année d'expérience démontrée, jusqu'à concurrence de 4points.</p> <p>Toute l'expérience doit avoir été acquise au cours des 10années précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.</p>	4	0
C.2.9	<p>Systèmes radar à ultralarge bande (ULB)</p> <p>-40</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer l'expérience combinée que possède le technologue principal en génie proposé dans la conception, le développement et la caractérisation de systèmes radar à ULB.</p> <p>Un point sera attribué à chaque année d'expérience démontrée, jusqu'à concurrence de 4points.</p> <p>Toute l'expérience doit avoir été acquise au cours des 10années précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.</p>	4	0
C.2.10	<p>Conception de troupes</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer l'expérience que possède le technologue principal en génie proposé dans la conception de boîtiers et de troupes mécaniques pour des circuits haute vitesse à signaux mixtes et des systèmes d'hyperfréquence RF, ce qui comprend l'assemblage de cartes de circuits imprimés (CCI) multicouches munies de composants montés en surface (CMS) à l'aide de structures linéaires de transmission, comme une ligne microruban et un guide d'ondes coplanaire (GOC).</p> <p>Deuxpoints seront attribués à chaque année d'expérience démontrée, jusqu'à concurrence de 10points.</p> <p>Toute l'expérience doit avoir été acquise au cours des 10années précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.</p>	10	0
C.2.11	Essais pratiques		

	<p>Le soumissionnaire devrait démontrer l'expérience combinée que possède le technologue principal en génie proposé dans la préparation, la planification et l'exécution d'essais pratiques avec des systèmes de radiodétection, de guerre électronique ou de communications, ce qui comprend la configuration et l'installation des systèmes (p.ex., transmetteur, récepteur et antennes) et des cibles.</p> <p>Deux points seront attribués à chaque année d'expérience démontrée, jusqu'à concurrence de 20 points.</p> <p>Toute l'expérience doit avoir été acquise au cours des 10 années précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.</p>	20	10
--	---	-----------	-----------

C.3	EXPÉRIENCE DE PROJET DU SOUMISSIONNAIRE	NOMBRE DE MAXIMAL POINTS	MINIMAL DE POINTS REQUIS
	<p>APPLICATIONS DE GESTION DES RESSOURCES RADAR:</p> <p>Élaboration de logiciels pour les algorithmes de gestion des ressources radar liés à l'élaboration d'un programme d'entretien préventif de l'équipement radar.</p> <p>Le soumissionnaire devrait décrire 2 projets auxquels il a participé dans les 10 ans précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner au moyen du gabarit de projet à l'appendice 1 de la pièce jointe 2.</p> <p>Tous les projets seront évalués en fonction de chacune des catégories suivantes (A à C).</p>	42	0
	<p>A. Durée du projet</p> <p>0 point - La participation du soumissionnaire au projet a duré moins un an.</p> <p>1 point - La participation du soumissionnaire au projet a duré au moins un an, sans toutefois excéder deux ans.</p> <p>2 points - La participation du soumissionnaire au projet a duré au moins deux ans, sans toutefois excéder trois ans.</p> <p>3 points - La participation du soumissionnaire au projet a duré au moins trois ans.</p>	3 points par projet	0
	<p>B. Valeur du projet en dollars (incluant la TPS ou la TVH)</p> <p>0 point - La valeur du projet était inférieure à 10000\$.</p>	3 points par projet	0

	<p>1 point - La valeur du projet était supérieure à 10000\$, mais inférieure à 50000\$.</p> <p>2 points - La valeur du projet était supérieure à 50000\$, mais inférieure à 100000\$.</p> <p>3 points - La valeur du projet était supérieure à 100000\$..</p>		
	<p>C. L'expérience du projet</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer que le projet consistait à concevoir et à coder des algorithmes de logiciels pour des applications de gestion des ressources radar.</p> <p>Tous les projets seront évalués en fonction de chacune des catégories suivantes (i à iii).</p> <p>5points i) Le projet du soumissionnaire comprenait l'établissement de l'ordre de priorité des tâches liées aux algorithmes des logiciels dans les applications de gestion des ressources radar.</p> <p>5points ii) Le projet du soumissionnaire comprenait des de mise à niveau adaptatives et leur suivi dans les applications de gestion des ressources radar.</p> <p>5points iii) Le projet du soumissionnaire comprenait l'élaboration d'un programme d'entretien préventif de l'équipement radar dans les applications de gestion des ressources radar.</p>	15 points par projet	0

C.4	EXPÉRIENCE DE PROJET DU SOUMISSIONNAIRE	NOMBRE DE MAXIMAL POINTS	MINIMAL DE POINTS REQUIS
	<p>APPLICATIONS DE TRAITEMENT DES SIGNAUX RADAR:</p> <p>Élaboration de logiciels pour des applications de traitement des signaux radar liés à un ou à plusieurs des éléments suivants: le STAP, l'ICTM, le traitement du TFAC, le RSO et la compression d'impulsion ainsi que la détection et la localisation.</p> <p>Le soumissionnaire devrait décrire 2 projets auxquels il a participé dans les 10 ans précédant la date de clôture de l'invitation à soumissionner au moyen du gabarit de projet à l'appendice1 de l'annexe2.</p> <p>Tous les projets seront évalués en fonction de chacune des catégories suivantes (A à C).</p>	36	0
	A. Durée du projet	3 points par	0

	<p>0 point - La participation du soumissionnaire au projet a duré moins un an.</p> <p>1 point - La participation du soumissionnaire au projet a duré au moins un an, sans toutefois excéder deux ans.</p> <p>2 points - La participation du soumissionnaire au projet a duré au moins deux ans, sans toutefois excéder trois ans.</p> <p>3 points - La participation du soumissionnaire au projet a duré au moins trois ans.</p>	projet	
	<p>B. Valeur du projet en dollars (incluant la TPS ou la TVH)</p> <p>0 point - La valeur du projet était inférieure à 10000\$.</p> <p>1 point - La valeur du projet était supérieure à 10000\$, mais inférieure à 50000\$.</p> <p>2 points - La valeur du projet était supérieure à 50000\$, mais inférieure à 100000\$.</p> <p>3 points - La valeur du projet était supérieure à 100000\$.</p>	3 points par projet	0
	<p>C. L'expérience du projet</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer que le projet consistait à coder des algorithmes de logiciels dans une ou plusieurs des principales applications de traitement des signaux suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> •le STAP; •l'ICTM; •le traitement du TFAC; •le RSO; •la compression d'impulsion; •la détection et la localisation. <p>Deux points seront attribués au soumissionnaire pour chaque application proposée, jusqu'à concurrence de 12 points par projet.</p>	15 points par projet	0

Solicitation No. - N° de l'invitation

W7714-125424/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

054sv

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W7714-125424

File No. - N° du dossier

054svW7714-125424

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

APPENDICE1 DE LA PIÈCE JOINTE 2

GABARIT DE PROJET

Titre du projet:
Date de commencement: _____ Valeur du projet: _____ (incluant la TPS ou la TVH) Date de fin: _____ Organisation cliente: _____
Portée du projet et livrables
Rôles et responsabilités des ressources
Référence: Nom: Adresse: Numéro de téléphone actuel: Numéro de télécopieur: Adresse électronique:

PIÈCE JOINTE 3

ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

1. Programme de contrats fédéraux - Attestation

1.1 Programme de contrats fédéraux - 200000\$ ou plus

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'attribution du contrat.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si le soumissionnaire n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDC.
3. Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- a) ☐ n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel, et/ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) ☐ n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c) ☐ est assujéti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de plus de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel, et/ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro

d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus. Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;

- d) () est assujetti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC (<http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/egalite/pcf/index.shtml>).

2. Attestation pour ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, dans le contexte de la formule de réduction des honoraires, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension dans la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini ci-dessus?

OUI () NON ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

Programme de réduction des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? **OUI () NON ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de la cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

Attestation

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences ci-dessus est exacte et complète.

3. Attestation du contenu canadien

Cet achat est limité aux services canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

- () le(s) service(s) offert est(sont) un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T.

3.1 Clause du guide des CCUA A3050T (2010-01-11), Définition du contenu canadien

4. Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire il atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

5. Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

6. Compétences linguistiques

Le soumissionnaire atteste qu'il possède les compétences linguistiques requises pour exécuter les travaux conformément au Bision.

ANNEXE A

BESOIN

TRAITEMENT DES SIGNAUX RADAR ET ESSAIS RADAR

1. BESOIN

Des services de soutien technique sont requis sur demande pour aider Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC) lors d'essais radar, ce qui comprend la conception, le développement et la caractérisation de plusieurs prototypes de systèmes radar et bancs d'essai connexes.

Les travaux doivent être exécutés conformément au présent énoncé des besoins, tels qu'ils sont décrits dans chaque autorisation de tâches. La majorité des travaux devraient être de l'ordre de la recherche et du développement et consisteront notamment à développer et à analyser des logiciels. De plus, des services de gestion de réseaux et de systèmes informatiques pourraient être requis.

2. OBJECTIF

L'objectif du présent énoncé des besoins est d'aider RDDC Ottawa à développer et à entretenir le matériel radar ainsi qu'à produire et à traiter des données radar simulées ou réelles.

3. CONTEXTE

RDDC Ottawa accomplit actuellement des activités de recherche et développement dans la modélisation et la simulation radar, les essais radar et le traitement des données simulées et expérimentales.

L'outil de simulation de radar multifonctionnel Adapt est utilisé pour mener des études en simulation sur des techniques de localisation et de gestion des ressources radar pour les radars à éléments en phase. Conçu en langage MATLAB, le radar multifonctionnel Adapt peut modéliser des scénarios radar arbitraires.

Le LRSTAP, un autre outil de simulation, sert à effectuer des études en simulation sur des radars monostatiques et bistatiques. Le LRSTAP a été conçu dans l'environnement de développement logiciel KHOROS pour une plateforme UNIX. Il modélise individuellement différents processus et tâches par code de logiciel dans le langageC.

Les données simulées et expérimentales peuvent être traitées à l'aide des techniques de traitement des signaux radar. Ces techniques incluent la mise en forme de faisceaux, le traitement des RSO, le traitement de l'indication d'une cible en mouvement (ICM) et le STAP. Le traitement des données des radars de détection à travers les murs au moyen du processeur de RSO de détection à travers les murs, qui englobe la mise en forme de faisceaux, la compensation des murs et le RSO, en est un exemple.

Les systèmes radar peuvent fonctionner dans les bandes à HF (3à 30MHz), L (1à 2GHz), S (2à 4GHz) ou X (8à 12GHz).

Les systèmes radar suivants effectuent des essais radar:

- le système RSO multicanaux à ULB conçu à l'interne au moyen de composantes commerciales sur étagère (COTS);
- l'antenne réseau à commande de phase en bandeX et le banc d'essai radar à entrées et à sorties multiples (MIMO);
- le radar transhorizon HF actuellement en cours d'élaboration.

4. DESCRIPTION DES TÂCHES

Le fournisseur pourrait être appelé à effectuer les tâches suivantes sur demande. Chaque autorisation de tâches contiendra des précisions et décrira les travaux à exécuter de même que les livrables.

1. Modifier des logiciels de simulation radar, notamment:
 - Radar multifonctionnel Adapt;
 - LRSTAP.
2. Générer des données radar simulées dans les logiciels du radar multifonctionnel Adapt et LRSTAP.
 - Avec le radar multifonctionnel Adapt, des études en simulation peuvent être menées sur une vaste gamme de spécifications radar, des architectures de scénarios, de fonds de fouillis et de types de cibles. Les paramètres de performance en matière de localisation et de gestion des ressources radar peuvent être mesurés et analysés.
 - Le LRSTAP peut être utilisé pour analyser divers concepts de système et générer des données radar simulées pour les besoins de l'élaboration d'algorithmes STAP. Des études en simulation peuvent être effectuées sur un large éventail d'architectures et de paramètres d'utilisation des radars et différents types de fouillis et de brouillages, qu'ils soient cohérents ou non.
3. Prétraiter les données radar liées aux essais en vol.
4. Traiter et analyser les données radar simulées et réelles de la façon suivante:
 - en ayant recours à des techniques de traitement telles que la mise en forme de faisceaux, le traitement des RSO, le traitement de l'ICM et le STAP;
 - en apportant du soutien logiciel lors d'essais pratiques et d'essais en laboratoire.
5. Participer à la préparation et à l'exécution d'essais pratiques liés au système radar à ULB.
 - De nombreux essais pratiques peuvent être effectués pour évaluer la performance des radars et fournir des données à l'appui de l'élaboration d'algorithmes.
 - De l'aide peut être requise pour assurer le fonctionnement du matériel tout au long des essais.
6. Procéder à des essais en laboratoire et à des essais expérimentaux pour caractériser et évaluer les différents composants matériels et sous-systèmes faisant partie des prototypes de radar mis au point.

Pour le système RSO à ULB, il pourrait être nécessaire de modifier le matériel.

- Des essais doivent peut-être être effectués pour évaluer les effets de diverses formes d'ondes émises par les radars sur la performance au moyen d'appareils d'essai et de mesure commerciaux.
7. Concevoir et développer des prototypes de banc d'essai au moyen d'appareils d'essai et de mesure commerciaux et de composants électroniques sur mesure.
- Pour le banc d'essai du radar à éléments en phase et MIMO, cette tâche peut consister à configurer un banc d'essai expérimental au moyen d'appareils d'essai et de mesure ainsi que de sous-systèmes sur mesure pour produire un système de radiodétection MIMO et d'acquisition de données simple. Il peut s'avérer nécessaire de concevoir et de développer un émetteur (Tx) et un récepteur (RX) avec des composants COTS.
8. Fournir du soutien aux essais ainsi qu'à la conception et au développement du radar transhorizon HF.
- Du soutien aux essais (p.ex., installation des amplificateurs, des structures de transmission et des antennes) peut être requis, tout comme la caractérisation, la mise à l'essai et la maintenance des amplificateurs à transistor et à lampe à vide.
 - Du soutien à la conception et au développement des générateurs de formes d'ondes et des récepteurs HF peut aussi être requis.

5. TÂCHES PAR CATÉGORIE

5.1 INGÉNIEUR EN LOGICIEL(IL)

L'IL peut être appelé à fournir des services pour simuler des systèmes radar et traiter les données radar simulées et liées aux essais en vol.

L'IL pourrait devoir exécuter n'importe laquelle des tâches suivantes.

Type de tâche n°1

Modifier des logiciels de simulation radar afin d'y intégrer d'autres capacités. Cette tâche peut comprendre ce qui suit, sans toutefois s'y limiter:

- concevoir et programmer de nouveaux modules logiciels;
- élaborer des plans d'essai et de validation;
- mettre en œuvre des plans d'essai et de validation;
- installer et mettre à l'essai des produits de série;
- améliorer l'environnement de modélisation et de simulation et en assurer le fonctionnement;
- préparer le matériel et les logiciels en vue d'essais ou d'exercices;
- évaluer les postes de travail d'exploitation;

- modéliser des scénarios pour les essais ou les exercices de simulation;
- configurer les réseaux locaux et en assurer le fonctionnement;
- effectuer des copies de sauvegarde des logiciels.

Type de tâche n°2

Générer des données simulées au moyen d'un outil de simulation radar. Cette tâche peut comprendre ce qui suit, sans toutefois s'y limiter:

- exécuter un logiciel de simulation sur un large éventail d'architectures, de paramètres d'utilisation des radars, de fouillis et de brouillages;
- cataloguer et classer des données simulées.

Type de tâche n°3

Prétraiter les données liées aux essais en vol. Cette tâche peut comprendre ce qui suit, sans toutefois s'y limiter:

- prétraiter des données pour assurer leur validité;
- créer des fichiers de sauvegarde;
- formater des données.

Type de tâche n°4

Traiter et analyser des données simulées ou réelles à l'aide d'algorithmes de traitement des signaux radar. Cette tâche peut comprendre ce qui suit, sans toutefois s'y limiter:

- avoir recours à des techniques de traitement telles que le traitement des RSO, le STAP, la mise en forme de faisceaux et le traitement de l'ICM;
- analyser des données pour déterminer l'effet des paramètres de traitement sur les résultats de détection et de localisation.

L'IL peut être appelé à fournir des services de soutien sur demande en ce qui concerne la conception, le développement et la mise en œuvre d'un nouveau logiciel ou l'amélioration d'un logiciel existant.

5.2 TECHNOLOGUE PRINCIPAL EN GÉNIE (TPG)

Le TPG peut être appelé à fournir des services de soutien au développement, à la mise à l'essai et à la caractérisation du matériel pour de nombreux systèmes radar et bancs d'essai mis au point à RDDC Ottawa. Il doit accomplir les tâches liées au matériel des systèmes radar dans les installations de RDDC Ottawa.

Le TPG pourrait devoir exécuter n'importe laquelle des tâches suivantes.

Type de tâche n°1

Participer à des essais pratiques en assurant notamment le fonctionnement du radar et aider à configurer et à assembler les systèmes radar. Cette tâche peut comprendre ce qui suit, sans toutefois s'y limiter:

- effectuer des essais pratiques;
- assurer le fonctionnement du matériel radar pendant les essais pratiques.

Type de tâche n°2

Aider à concevoir, à modifier et à développer les émetteurs et les récepteurs des systèmes radar. Cette tâche peut comprendre ce qui suit, sans toutefois s'y limiter:

- apporter des modifications au matériel radar existant;
- concevoir et développer des composants de système radar, dont des émetteurs et des récepteurs;
- caractériser, mettre à l'essai et entretenir les composants des systèmes HF.

Type de tâche n°3

Faire des essais en laboratoire pour tester et caractériser divers composants et sous-systèmes des systèmes radar. Cette tâche peut comprendre ce qui suit, sans toutefois s'y limiter:

- réaliser des expériences et recueillir des données au moyen d'appareils d'essai et de mesure commerciaux.

Le TPG peut être appelé à fournir des services de soutien sur demande en ce qui concerne la conception et le fonctionnement des composants des systèmes radar.

6. ÉQUIPEMENT FOURNI PAR LE GOUVERNEMENT (EFG)

RDDC Ottawa fournira les logiciels nécessaires au développement et à l'exploitation des systèmes de simulation. Pour les travaux exécutés dans ses installations, l'entrepreneur doit fournir le matériel et les outils nécessaires au développement et à l'exploitation des systèmes de simulation. Quant aux travaux exécutés dans ses installations, RDDC Ottawa fournira le matériel et les outils nécessaires au développement et à l'exploitation des systèmes de simulation. L'entrepreneur doit rendre tout l'EFG à la fin du contrat. RDDC Ottawa soutiendra et entretiendra l'ensemble de l'EFG. La liste de l'EFG figurera dans chacune des autorisations de tâches établies aux termes du contrat, s'il y a lieu. L'EFG peut comprendre les articles suivants, sans toutefois s'y limiter:

- les ordinateurs de bureau;
- les ordinateurs portatifs;
- le matériel informatique connexe.

À l'occasion, l'entrepreneur peut avoir un accès continu à l'outil de simulation logicielle LRSTAP. Il doit travailler sur place lorsqu'il doit accéder au LRSTAP. RDDC Ottawa mettra à sa disposition les outils nécessaires à l'exécution des tâches liées au LRSTAP.

7. LIEU DE TRAVAIL

Les services de génie logiciel qui n'ont aucun lien avec le LRSTAP doivent être fournis dans les installations du soumissionnaire. Les services de génie logiciel liés au LRSTAP doivent être fournis à RDDC Ottawa, tout comme les services du TPG.

En général, le soumissionnaire aura accès à RDDC Ottawa de 7 à 18h, heure normale de l'Est ou heure avancée de l'Est, selon le cas, à l'exclusion des fins de semaine et des jours fériés.

Sur approbation et selon la disponibilité des bureaux de RDDC dans la région de la capitale nationale, RDDC Ottawa fournira ce qui suit aux ressources de l'entrepreneur chargées des autorisations de tâches établies aux termes du contrat:

- des locaux à bureau, des meubles de bureau polyvalents ainsi que des appareils et des services de traitement électronique des données (TED) (unités centrales, claviers, écrans et accès au réseau local selon les exigences normales en matière de sécurité).

8. DÉPLACEMENTS

Les ressources de l'entrepreneur peuvent être appelées à se rendre à des sites d'essai radar à l'extérieur de la région de la capitale nationale. Les différentes autorisations de tâches contiendront des précisions sur les déplacements, le cas échéant.

Tous les déplacements doivent être préalablement autorisés par écrit par le responsable technique.

9. RÉUNION D'EXAMEN DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Les réunions entre l'entrepreneur et le responsable technique peuvent avoir lieu à RDDC Ottawa ou par vidéoconférence ou téléconférence au début et à la fin de chaque autorisation de tâches.

Des réunions trimestrielles peuvent être tenues par téléconférence ou vidéoconférence pour examiner l'avancement de toutes les autorisations de tâches.

10. LIVRABLES

Les livrables doivent être produits et présentés conformément aux exigences stipulées dans l'énoncé des besoins et toutes les autorisations de tâches. Tous les livrables doivent être jugés satisfaisants et approuvés par le responsable technique.

Concernant l'assurance de la qualité, l'entrepreneur doit, au minimum, effectuer tous les contrôles et les inspections nécessaires pour démontrer que les services et le matériel fournis sont conformes aux spécifications et aux exigences indiquées dans chacune des autorisations de tâches établies aux termes du contrat.

10.1 Documentation

Tous les documents doivent être présentés en format papier, accompagnés d'une copie électronique en format MicrosoftWord ou LaTeX (PDF).

Les documents peuvent comprendre ce qui suit, sans toutefois s'y limiter:

- des copies papier et électroniques des rapports définitifs pour chaque tâche;
- des remarques sur l'édition logicielle pour chaque tâche accomplie.

10.2 Logiciels

Le code source et les codes exécutables documentés doivent être fournis pour tous les logiciels mis au point dans le cadre des différentes autorisations de tâches. Ces codes complets doivent être fournis à la fin du contrat, ainsi que la documentation appropriée et tous les environnements et outils logiciels exclusifs de l'entrepreneur ou d'un tiers nécessaires à l'exécution, à l'exploitation et à la maintenance du système mis au point à RDDC Ottawa. Tous les logiciels doivent être présentés dans un format électronique. Le format des livrables sera précisé dans les différentes autorisations de tâches.

Les logiciels peuvent comprendre ce qui suit, sans toutefois s'y limiter:

- le code source et les codes binaires exécutables pour tous les logiciels mis au point ou à jour;
- un environnement de développement pour la modélisation et la simulation;
- la conception et la mise en œuvre de l'architecture;
- toutes les bases de données créées;
- les modèles et les classes de logiciels;
- le code source des interfaces de communication.

10.3 Matériel acheté

Le matériel acheté conformément à chaque autorisation de tâches doit être remis de la façon indiquée dans l'autorisation de tâches.

10.4 Bibliothèque électronique

L'entrepreneur doit tenir à jour une bibliothèque électronique des travaux en cours, des produits livrés et des commentaires d'examen en plus de contrôler les versions. La bibliothèque électronique doit être fournie à la fin du contrat.

10.5 Rapports d'étape mensuels

Du premier mois suivant l'attribution du contrat à la fin du contrat, l'entrepreneur doit présenter un rapport d'étape au responsable technique et à l'autorité contractante pour chaque mois consécutif. Le rapport doit être remis au responsable technique au plus tard un jour ouvrable avant la réunion d'examen de l'avancement des travaux, et ce, dans un format jugé acceptable par le responsable technique.

Chaque rapport doit porter sur l'avancement des travaux pour chaque autorisation de tâches et comprendre les renseignements suivants, sans toutefois s'y limiter:

- le calendrier des autorisations de tâches, y compris les retards et les préoccupations;
- le nombre total de jours facturés pour chaque autorisation de tâches pendant la période en question;
- le nombre cumulatif de jours facturés pour chaque autorisation de tâches depuis l'établissement de cette dernière;
- les frais de déplacement engagés au titre de chaque autorisation de tâches;
- le sommaire des progrès techniques accomplis pour chaque autorisation de tâches ou activité;
- l'état de toutes les mesures de suivi et questions à trancher découlant de chaque autorisation de tâches et une liste des activités en cours;
- une description des problèmes qui sont survenus et des solutions proposées;
- des recommandations sur l'exécution des travaux;
- les risques et les mesures d'atténuation possibles.

10.6 PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS

1. L'entrepreneur doit remettre une copie du procès-verbal de toutes les réunions d'examen trimestrielles au responsable technique et à l'autorité contractante dans les cinq jours ouvrables suivant leur tenue.
2. Les procès-verbaux doivent au moins comprendre les éléments suivants:
 - les personnes présentes et absentes;
 - une liste des points à l'ordre du jour et des sujets;
 - un sommaire des délibérations pour chaque point à l'ordre du jour;
 - les mesures que les participants se sont engagés à prendre;
 - un sommaire des décisions prises.

11. LIMITES ET CONTRAINTES

L'entrepreneur doit prendre connaissance de renseignements exclusivement accessibles dans les installations du gouvernement du Canada occupées par RDDC Ottawa.

Pendant l'exécution du contrat, l'entrepreneur ne doit pas ordonner à un fonctionnaire, à une organisation ministérielle ou au personnel d'un tiers avec qui le gouvernement du Canada a passé un marché ou a l'intention de le faire d'accomplir des actions quelconques.

Les ressources de l'entrepreneur doivent indiquer l'entreprise pour laquelle elles travaillent lorsqu'elles répondent au téléphone, utilisent la messagerie vocale, entretiennent une correspondance écrite ou électronique et assistent à des réunions.

L'entrepreneur doit s'assurer que ses ressources n'utilisent pas les désignations, les logos et les insignes du gouvernement du Canada, du ministère de la Défense nationale ou de RDDC sur une carte professionnelle, une plaque d'identification de cubicule ou de bureau ou une communication écrite ou électronique qui pourrait donner l'impression d'une quelconque manière qu'elles sont des employées du gouvernement du Canada.

12. EXIGENCES LINGUISTIQUES

Tous les livrables doivent être présentés en anglais. Quant aux réunions, elles doivent être tenues en anglais elles aussi.

13. GLOSSAIRE

Radar multifonctionnel Adapt	Radar multifonctionnel Adapt
CAN	Convertisseur analogique-numérique
GFOA	Générateur de formes d'ondes arbitraires
TFAC	Taux de fausse alarme constant
COTS	Commercial sur étagère
GOC	Guide d'ondes coplanaire
CNA	Convertisseur numérique-analogique
RDDC	Recherche et développement pour la défense Canada
TED	Traitement électronique des données
GE	Guerre électronique
GHz	Gigahertz
ICTM	Indication de cible terrestre mobile
HF	Haute fréquence
MIMO	Multiple-input multiple-output («entrées et sorties multiples»)
ICM	Indication d'une cible en mouvement
CCI	Carte de circuits imprimés
RF	Radiofréquence
LRTSTAP	Laboratoire de recherche - traitement adaptatif espace-temps (STAP)
RX	Récepteur
SA	Analyseur de spectre
RSO	Radar à synthèse d'ouverture
IL	Ingénieur en logiciel
TPG	Technologue principal en génie
CMS	Composant monté en surface
STAP	Traitement adaptatif espace-temps

Solicitation No. - N° de l'invitation

W7714-125424/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

054sv

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W7714-125424

054svW7714-125424

TWSAR	Radar à synthèse d'ouverture de visualisation à travers les murs
Tx	Émetteur
ULB	Ultralarge bande
VHF	Très haute fréquence
ARV	Analyseur de réseau vectoriel

ANNEXE B**BASE DE PAIEMENT**

1. MAIN-D'OEUVRE : L'entrepreneur se verra payer des taux horaires fermes, incluant les frais généraux et la marge bénéficiaire comme suit, pour les travaux exécutés en vertu du contrat. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Taux horaires fermes tout compris					
	PÉRIODE DU CONTRAT			PÉRIODES D'OPTION	
	Année 1	Année 2	Année 3		
Catégorie de main-d'oeuvre	De l'attribution du contrat au 31 mars 2013	1 avril 2013 au 31 mars 2014	1 avril 2014 au 31 mars 2015	Période d'option 1 Année 4: 1 avril 2015 au 31 mars 2016	Période d'option 2 Année 5: 1 avril 2016 au 31 mars 2017
Technologue principal en génie (TPG)	_____\$/heure	_____\$/heure	_____\$/heure	_____\$/heure	_____\$/heure
Ingénieur en logiciel	_____\$/heure	_____\$/heure	_____\$/heure	_____\$/heure	_____\$/heure

COÛT ESTIMATIF TOTAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE : _____ \$
(TPS/TVH en sus)

2. ÉQUIPEMENT : au prix de revient effectif sans majoration

COÛT ESTIMATIF TOTAL DE L'ÉQUIPEMENT : _____ \$
(TPS/TVH en sus)

3. MATÉRIAUX ET FOURNITURES : au prix de revient effectif sans majoration

COÛT ESTIMATIF TOTAL DES MATÉRIAUX ET FOURNITURES : _____ \$
(TPS/TVH en sus)

4. FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SUBSISTANCE :

(a) Le Canada n'acceptera aucuns frais de déplacement et de subsistance encourus par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux, pour:

- (i) les services rendus à l'intérieur de la région de la capitale nationale (RCN). La région de la capitale nationale est définie dans la Loi sur la capitale nationale, L.R. 1985, ch. N-4 1985, art.2, qui peut être consultée sur le site Web du ministère de la Justice à l'adresse suivante : http://laws.justice.gc.ca/fra/N-4_et
- (ii) tout déplacement entre le lieu d'affaires de l'entrepreneur et la région de la capitale nationale (RCN).

- (b) Pour les services fournis à l'extérieur de la RCN, l'Entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou)les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor (http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/TBM_113/td-dv_f.asp), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux «voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux «employés».
- (c) Le Canada n'acceptera pas les frais de déplacement et de subsistance engagés par l'entrepreneur parce qu'il doit réinstaller des membres de son personnel pour répondre aux conditions du contrat.
- (d) Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le responsable technique. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

TOTAL ESTIMATIF DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SUBSISTANCE : _____\$
(TPS/TVH en sus)

COÛT ESTIMATIF - LIMITATION DES DÉPENSES –
TOTAL CUMULATIF DE TOUTES LES AUTORISATIONS DE TÂCHES : _____\$
(TPS/TVH en sus)

Exception faite du ou des taux et du ou des prix fermes, les montants apparaissant dans les divers articles précisés ci-dessus ne sont que des estimations. Il sera permis de les modifier aux fins de facturation au fur et à mesure de l'avancement des travaux, à la condition que ces changements soient mineurs, qu'ils soient approuvés au préalable par le responsable technique, et que le coût estimatif ne dépasse pas la limitation des dépenses précisée ci-dessus.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W7714-125424/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

054svW7714-125424

Buyer ID - Id de l'acheteur

054sv

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W7714-125424

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE C

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

La Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) (Annexe C) jointe au dossier de demande de soumissions doit être insérée ici et fait partie du présent document.

ANNEXE D

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCES

1. Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

Les agents de négociation des contrats doivent insérer les options applicables parmi les suivantes, et renuméroter en conséquence.)

- l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

2. Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit en aucun cas être inférieure à 1 000 000 \$ par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de

défense.

2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. L'avenant suivant doit être compris :

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

ANNEXE E

ENTENTE DE NON-DIVULGATION

Je soussigné(e), _____, reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de _____, je peux avoir le droit d'accès à des renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, en vertu du contrat portant le numéro de série _____, entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et _____, y compris des renseignements confidentiels ou des renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que ceux qui sont conçus générés ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Aux fins de cette entente, les renseignements comprennent, sans s'y limiter, tous les documents, instructions, directives, données, éléments matériels, avis ou autres, reçus verbalement, sous forme imprimée ou électronique ou autre, et considérés ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du contrat.

J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit les renseignements décrits ci-dessus sauf à une personne employée par le Canada qui est autorisée à y avoir accès. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou orale, émise par le Canada, pour prévenir la divulgation ou l'accès à ces renseignements en contravention de cette entente.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

J'accepte que l'obligation de cette entente survivra à la fin du contrat portant le numéro de série :

_____.

Signature

Date

